



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Etablissement de détention fribourgeois EDFR
Freiburger Strafanstalt FRSA

Conseil de direction

Bellechasse 366, 1786 Sugiez

T +41 26 304 10 10

ACCORD DE CONFIDENTIALITE

Entre

Entreprise SA

Représenté par : **Prénom, Nom, fonction**

Partie dite « Bénéficiaire » cf 1.2

Et

Le Service des bâtiments (SBat) Division Architecture et Ingénierie

Pour le compte de l'Etablissement de détention fribourgeois (EDFR)

Représenté par : Guido Sturny, Directeur EDFR

Partie dite « Emettrice » cf 1.1

Préambule

Cet accord de confidentialité est motivé par le fait que des mandataires, entreprises et fournisseurs externe à l'Etat, peuvent dans l'exercice de leurs fonctions avoir accès à des données ou processus de l'Etat dont le caractère est classifié.

Afin de protéger la confidentialité de ces informations, les parties ont convenu de ce qui suit :

1 Définitions

- 1.1** La « **Partie Emettrice** » désigne la partie qui communique ses informations classifiées à l'autre partie.
- 1.2** La « **Partie Bénéficiaire** » désigne la partie qui reçoit les informations classifiées de l'autre partie.
- 1.3** Les Parties vont s'échanger des documents, données, échantillons, savoir-faire, prototypes, informations, études et outils relatifs à l'activité de l'EDFR ci-après désignés globalement « **les informations** ». Les informations comprennent tous types de supports.
- 1.4** Sont considérés classifiés tous les documents de forme écrite ou informatique et portant explicitement la notion du service pénitentiaire et renvoyant à des éléments de détail en lien avec les infrastructures, nouvelles ou anciennes. Le niveau de classification pour les documents varie selon leur impact en cas de perte, de vol ou de communication à la presse et selon l'usage que l'on pourrait en faire.
- 1.5** La classification « **secret** » désigne les documents dont les éléments peuvent mettre en danger la sécurité directe d'un établissement.
- 1.6** La classification « **confidentiel** » désigne les documents dont les éléments peuvent mettre en danger la réputation du service pénitentiaire.
- 1.7** La classification « **interne** » désigne les documents dont les éléments donnent des informations sur le fonctionnement du service pénitentiaire.

2 Classification

- 2.1** La Partie Bénéficiaire s'engage à garder strictement classifiée et à ne pas divulguer ou communiquer à des tiers, par quelque moyen que ce soit, les informations qui lui seront transmises par la Partie Emettrice ou auxquelles elle aura accès à l'occasion de l'exécution du présent accord.
- 2.2** La Partie Bénéficiaire prendra toutes les mesures nécessaires pour préserver la classification des informations. Ces mesures sont régies selon les règles de comportement (voir annexe).
- 2.3** La Partie Bénéficiaire s'engage à ne communiquer lesdites informations qu'aux membres de son personnel appelés à en prendre connaissance et à les utiliser.

Toutefois, la Partie Bénéficiaire pourra communiquer les informations à ses sous-traitants qui pourraient avoir à participer au projet susmentionné après accord préalable, écrit et exprès de la Partie Emettrice.

Toute personne ayant accès aux informations classifiées doit prendre connaissance de cet accord et atteste de sa compréhension par une signature sur le document annexé, feuille d'émargement.

- 2.4** La Partie Bénéficiaire s'engage à prendre toutes les dispositions pour que ses employés et sous-traitants, selon l'article 2.3 du présent accord, traitent lesdites informations conformément aux dispositions de la convention et de ses annexes. Le point 6 demeure réservé.
- 2.5** La Partie Bénéficiaire (y compris ses sous-traitants) reste soumise au présent accord même après la fin des études, travaux et maintenance des ouvrages.
- 2.6** La Partie Bénéficiaire (y compris ses sous-traitants) s'engage à ne pas réaliser de copie non autorisée de données, même à des fins de tests.

En cas de fractionnement des informations la classification doit être reportée pour sauvegarder cette dernière.

- 2.7** La Partie Bénéficiaire (y compris ses sous-traitants) s'engage à anonymiser les informations qu'elle doit utiliser pour ses travaux. Dans le cas où cela n'est pas raisonnablement possible elle doit se limiter aux éléments strictement nécessaires à l'exécution de son travail.
- 2.8** A la fin du mandat, le mandataire (y compris ses sous-traitants) s'engage à fournir la preuve du stockage des informations dans un environnement sécurisé au SBat.

3 Utilisation des informations

- 3.1** Les informations obtenues par la Partie Bénéficiaire ne pourront être utilisées que pour l'exécution de l'objet du présent accord, relatifs à l'activité de l'EDFR. Toute autre utilisation sera soumise à l'autorisation préalable et écrite de la Partie Emettrice.

4 Exceptions

- 4.1** Toutefois, les dispositions prévues au présent accord ne s'appliqueront pas aux informations pour lesquelles la Partie Bénéficiaire pourra prouver :
- qu'elle les possédait avant la date de communication par la Partie Emettrice, ou
 - que ces informations étaient du domaine public avant la date de communication par la Partie Emettrice ou qu'elles y sont entrées par la suite sans qu'une faute puisse être imputée à la Partie Bénéficiaire, ou
 - qu'elle les a reçues sans obligation de secret d'un tiers autorisé à les divulguer.

5 Durée

- 5.1** Les dispositions de l'accord s'appliqueront tant que l'usage de l'ouvrage subsiste dans l'affectation pénitentiaire, et ceci même en cas de résiliation quelle qu'en soit la cause.

6 Responsabilité et sanctions

- 6.1** Les dispositions du Code des Obligations règlent pour le surplus, les droits et obligations des parties contractantes.
- 6.2** Le non-respect des dispositions décrites ci-dessus entrainera l'application de sanctions conformément à la loi et le cas échéant de demande de dédommagement pour tort causé. L'accès aux informations de l'EDFR, du SBat et de l'Etat de Fribourg est subordonné à la signature du présent document.

7 Litiges

- 7.1** En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.
- 7.2** Le for juridique est à Fribourg.

8 Signatures

8.1 Par sa signature, le responsable direct du mandataire / entreprise / fournisseur certifie qu'il a pris connaissance des dispositions réglementaires exposées ci-dessus et s'engage à les respecter dans le cadre de son mandat exécuté pour l'Etat de Fribourg.

8.2 Fait en deux (2) exemplaires originaux, dont un (1) pour chaque partie.

8.3 La « **Partie Bénéficiaire** »

Désignation de l'entreprise :

(Timbre avec adresse)

.....

.....

.....

Représenté par :

Xxxxxxx Yyyyyyy

.....

8.4 Lieu

8.5 Date

9 Annexes

9.1 Règles de classification et de comportement

9.2 Feuille d'émargement